

« **Mettre la pression** » pour maintenir les emplois à Ford Blanquefort

lundi 10 septembre 2012, par [AFP](#), [GREPINET Mariana](#), [POUTOU Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 6 septembre 2012).

Sommaire

- [PHILIPPE POUTOU CIBLE LE \(...\)](#)
- [FORD BLANQUEFORT DÉFENSE \(...\)](#)

BLANQUEFORT (Gironde), 6 sept 2012 (AFP) - Philippe Poutou, ex-candidat du NPA à la présidentielle et responsable CGT à l'usine Ford de Blanquefort (Gironde), a jugé nécessaire jeudi de « mettre la pression » sur Ford pour le maintien d'un millier d'emplois, à la veille d'un comité de pilotage sur la situation.

« Il faut mettre la pression pour que ça bouge vraiment (...). Avec les projets avancés par Ford, on pourra maintenir au maximum 800 emplois » alors que Ford s'était engagé en décembre dernier à maintenir l'emploi de 1.000 salariés, s'est alarmé M. Poutou lors d'un point de presse devant l'usine First Aquitaine Industries (FAI) de Blanquefort, dans la banlieue de Bordeaux. Ford compte sur plusieurs projets —carter fox, double embrayage et la nouvelle boîte de vitesse automatique 6F35—, mis en place progressivement au deuxième semestre 2013, pour pérenniser ce millier d'emplois.

Le constructeur automobile américain « table aussi sur une hausse de la production mais ça ne colle pas. (La) stratégie (de Ford) n'est pas claire », a encore estimé M. Poutou, appelant Ford, qui a déjà reçu « 38 millions d'euros d'aides publiques pour le site », à « vraiment investir » à Blanquefort. « On va se battre, on va mettre la pression. Si on veut gagner, il faut la mobilisation du personnel », a ajouté M. Poutou, en rappelant que l'intersyndicale CGT-CFTC-CFDT de l'usine avait lancé fin août un appel à une mobilisation à l'occasion du Mondial de l'automobile, le 29 septembre à Paris.

Interrogé sur le comité de pilotage prévu vendredi à la préfecture de la Gironde, M. Poutou l'a qualifié de « parlotte ». « On n'attend rien de ça, c'est une mise en scène », a-t-il déclaré, indiquant que des salariés allaient manifester devant la préfecture durant la réunion.

L'ancien candidat du NPA à la présidentielle a insisté sur l'importance du retour d'un logo « Ford » visible sur l'usine, signe à ses yeux « d'un véritable retour » dans le giron du constructeur américain du site, racheté en janvier 2011 par Ford, près de deux ans après sa reprise par l'Allemand HZ Holding. Il compte actuellement environ 1.400 salariés, dont environ 300 en pré-retraite qui quitteront progressivement l'entreprise.

dsa/mck/df

PHILIPPE POUTOU CIBLE LE SALON DE L'AUTOMOBILE

4 août 2012

Dans notre série de l'été « Que sont-ils devenus ? », Philippe Poutou, ex-candidat du NPA à l'élection présidentielle.

Le 20 juillet, l'usine Ford de Blanquefort (Gironde) a fermé pour quatre semaines. Vacances obligatoires pour Philippe Poutou, l'ex-candidat du NPA à la présidentielle et ses 1100 collègues du site. Il a « changé d'air », mais est resté en France, question de budget. A son retour à l'usine, une semaine après le premier tour de l'élection, il avait trouvé une entreprise « chamboulée », en pleine restructuration. *« Depuis 2007, on bataillait pour empêcher la fermeture de l'usine. Pour y parvenir, on lance la fabrication d'une nouvelle boîte de vitesses. Beaucoup de gens sont en formation, d'autres au chômage partiel. »*

« Maintenant que je suis connu, certains camarades me demandent de continuer »

Le militant CGT de 45 ans s'est présenté aux législatives, dans la 5^e circonscription de Gironde. *« C'était moins difficile que la présidentielle, la pression était incomparable... »* Avec ses 2,12 % de voix, il a obtenu un meilleur score que celui récolté au niveau national (1,15 %). *« Maintenant que je suis connu, certains camarades me demandent de continuer, se justifie-t-il. Ce n'est pas mon rêve, il faut qu'on en discute. »* Le congrès de décembre devrait en décider. Son parti traverse une passe délicate, marquée par 400 transfuges vers le Front de gauche : *« Ça nous fragilise et nous fait douter »*, explique Poutou. Avant de relativiser : *« On n'est pas non plus en train de se morfondre. »* Il compare la situation du NPA à celle du pays : *« Il faut retrouver la pêche et tenir. »*

Peu après l'annonce du plan social à PSA, il est passé à l'usine d'Aulnay-sous-Bois avec Olivier Besancenot (*« On fait le boulot à deux. Olivier ne s'est pas désinvesti parce qu'il n'est plus candidat ; au contraire, il est à fond »*). Il plaide pour des luttes collectives et prédit une rentrée chaude. A son agenda, il a biffé la date du 29 septembre, jour d'inauguration du Salon de l'automobile : 500 ouvriers débarqueront avec lui pour occuper le stand Ford. Le train a d'ores et déjà été affrété.

* **Mariana Grépinet**, *Paris Match*

FORD BLANQUEFORT DÉFENSE DES EMPLOIS DE TOUS

Pour la 3^e fois, le 29 septembre, jour d'ouverture du Mondial de l'automobile, un train spécial pour l'emploi va partir de Bordeaux pour Paris. Cette année c'est à l'appel des syndicats CFTC, CFDT et CGT-Ford.

Nous ne sommes plus au bord du gouffre. Après avoir voulu liquider l'usine puis vendu puis racheté, en mai 2011, Ford annonçait relancer l'activité avec notamment une nouvelle transmission automatique et s'engageait à maintenir au minimum 1 000 emplois.

Nous ne sommes pas pour autant tirés d'affaires.

L'usine est en chantier, le vide est quasiment fait et des nouveaux secteurs se mettent en place. Une

période de transition qui devrait durer au moins dix-huit mois. Sur les 1 100 salariés, la majorité alterne de grosses périodes de chômage partiel, un peu de formation, un peu de travail avec les deux seuls secteurs en activité.

Tout cela avec des aides publiques conséquentes : environ 35 millions d'euros devraient ainsi être distribués par l'État, la région ou la Communauté urbaine pour financer chômage, formation, aménagement du territoire, innovation... autant de prétextes pour patrons en « difficulté » ! Ford a fait des milliards de bénéfices ces dernières années. Officiellement les aides publiques sont conditionnées au maintien des emplois mais le niveau des emplois est fluctuant et flou. Il faut un nouveau projet que Ford se refuse à apporter pour le moment. Le baratin recommence pour nous faire accepter leur solution. De plus, la multinationale refuse de remettre le logo Ford sur l'usine. Plus qu'un symbole, il s'agit que l'usine soit complètement intégrée dans le schéma de production de Ford Europe.

C'est dans ce contexte que nous préparons cette manifestation à Paris. Sans confiance dans une direction qui a toujours tenté de manœuvrer, nous sommes convaincus qu'il faut maintenir la pression, pousser encore pour que Ford prenne des décisions favorables à l'avenir du site. Ces quatre années de mobilisations (manifestations, grèves, blocage usines, séquestrations, stand Ford envahis...) nous ont appris qu'il est possible de faire reculer Ford et d'empêcher ce qui apparaissait comme inéluctable. Il faut tenter un gros coup qui touche à l'image du constructeur sachant que nous n'avons plus l'arme de la grève.

Le contexte est difficile. D'abord parce que l'effectif est éparpillé, le collectif de résistance affaibli. Et on sait que le patron compte bien en profiter. Ensuite parce que la situation économique européenne est très inquiétante. Partout les constructeurs automobiles ne parlent que de restructurer, de réduire le nombre d'usines. Et dans tous les secteurs d'activité, des plans de suppression d'emplois (licenciements, départs volontaires) et des fermetures d'usines se multiplient.

Nous résistons comme nous pouvons. Il est évident que la seule perspective viable c'est la mobilisation de tous pour la défense des emplois de tous. À l'heure où les PSA Aulnay et les GM Strasbourg sont menacés directement, où autour de nos usines des milliers d'emplois sont aussi en danger, il faut trouver les moyens de faire converger nos luttes, d'être efficaces.

Notre train de l'emploi essaie de porter la défense des emplois de tous, y compris des emplois induits, ceux des sous-taillants... C'est pour cela que nous l'organisons avec l'aide du Comité de soutien à FAI (First Aquitaine industrie) créé en 2008 et qu'il y aura des syndicalistes d'autres entreprises, des élus avec les soutiens de mairies et de partis.

Philippe Poutou

* Hebdo Tout est à nous ! 158 (19/07/12).
